

**Langues****L'Uni de Zurich réduit de moitié son offre en français. Emoi à Berne**

«Le Conseil fédéral doit se positionner. Le problème dépasse largement Zurich. Les universités doivent pouvoir former suffisamment d'enseignants de français»

**Mathias Reynard** (PS/VS)



«Cette décision donne un mauvais signal. Zurich est un point de convergence pour toute la Suisse orientale, et c'est la plus grande université du pays»

**Daniel Maggetti** Directeur du Centre de recherches sur les lettres romandes de l'UNIL



«Je regrette qu'on accorde si peu d'intérêt à la cohésion nationale. Avec une chaire de moins, on diminue l'intérêt du français. C'est une spirale infernale»

**Jacques-André Maire** Président d'Helvetia Latina

**Une des deux chaires d'enseignement va disparaître. La faute à la baisse du nombre d'étudiants**

**Jérôme Ducret**  
**Florent Quiquerez** Berne

Dans un peu plus de deux ans, il n'y aura plus qu'une chaire en littérature française moderne à l'Université de Zurich. La direction de la haute école a décidé de ne pas repourvoir le poste occupé par le professeur Patrick Labarthe

et d'allouer les moyens à d'autres tâches.

La décision date du mois d'avril et trouve un écho ces jours dans les colonnes du *Tages-Anzeiger*. Elle fait aussi des vagues dans la Berne fédérale, où le socialiste valaisan Mathias Reynard annonce qu'il va déposer une interpellation la semaine prochaine auprès du Conseil fédéral.

Très actif sur la question des langues, le conseiller national dit mener son action de façon coordonnée avec des élus locaux qui vont intervenir auprès du Grand Conseil zurichois. «Cette affaire est du ressort cantonal, mais il

faut que le Conseil fédéral se positionne, estime-t-il. Le problème dépasse largement Zurich. Le français est une branche de maturité, il faut des personnes capables de l'enseigner, et cela passe par une formation universitaire.»

**Mauvais signal**

Du côté de l'alma mater, on justifie la décision par un certain désintérêt de la part des étudiants, dont le nombre a baissé ces cinq dernières années de 5% à 10%. Et l'on rappelle que trois autres professeurs couvrent d'autres as-



pects de la langue et de la littérature française, en linguistique et en français médiéval. «Avec une dotation de 35 étudiants par professeur, contre 85 pour la moyenne du reste de la Faculté des lettres, cette branche reste très bien encadrée, affirme Beat Müller, du service de presse de l'université. Et la qualité est aussi assurée pour la formation des futurs enseignants en français au niveau de la maturité fédérale. Notre université est tout à fait consciente de l'importance du français en tant que langue nationale.»

«Cette décision donne un mauvais signal», commente le professeur Daniel Maggetti, directeur du Centre de recherches sur les lettres romandes de l'Université de Lausanne. Il a lui-même été assistant du professeur Roger Francillon lorsque ce dernier occupait

l'une des deux chaires en question à Zurich. Il regrette notamment que la littérature suisse francophone ait disparu des cours zurichois. «Une évolution qui date d'avant la décision de ne pas pourvoir la seconde chaire de français, précise-t-il. Et, même si la littérature française demeure vivante à Bâle et à Berne, Zurich est un point de convergence pour toute la Suisse orientale, jusqu'aux Grisons et au Tessin, et c'est la plus grande université du pays.»

#### Cas emblématique

Pour Mathias Reynard, ce cas est emblématique d'un climat tendu en Suisse autour de la place des langues nationales. Et cette nouvelle affaire fait aussi résonance avec la polémique actuelle autour de l'enseignement du français à l'école primaire.

En tant que président d'Helvetica Latina, le conseiller national Jacques-André Maire (PS/NE) craint pour la suite: «Avec une chaire de moins, on diminue l'intérêt de la branche. A terme, il y aura encore moins d'étudiants, et donc moins de professeurs. C'est une spirale infernale.»

Pour le Neuchâtelois, les hautes écoles doivent faire preuve de volontarisme. «La solution de facilité pour tout le monde, c'est l'anglais. Si on demandait aux étudiants, on supprimerait l'allemand dans les universités romandes! Je regrette qu'on accorde si peu d'intérêt à la cohésion nationale.» Et de rappeler que la maîtrise d'une deuxième langue nationale est - aujourd'hui encore - un atout indéniable pour une carrière professionnelle en Suisse. Bien plus que l'anglais.

## L'italien et le romanche sous pression

● L'avenir n'est pas rose pour les autres langues nationales. La situation est même préoccupante pour l'italien. A l'heure actuelle, la langue de Dante est enseignée dans huit universités, pour un total de 12 chaires. Il y en avait encore 17 en 2003! La dernière à avoir fermé ses portes est Neuchâtel, en 2005. «Depuis que la Suisse italienne a son Université, il y a une tendance à se désengager du plurilinguisme, regrette Ignazio Cassis (PLR/TI), coprésident de

l'intergroupe parlementaire Italianità. Cette pratique des réduits nationaux est une erreur.» Pour Diego Erba, coordinateur du Forum pour l'italien en Suisse, de nouvelles menaces pointent à l'horizon. «Des pressions se font sentir à Bâle, où un plan de réduction est prévu pour 2020, et il y a des rumeurs inquiétantes à Zurich.» L'organisation a décidé de mener des enquêtes dans toutes les universités pour faire un état des lieux.

Le cas du romanche est particulier. Si deux chaires existent encore à Zurich et à Fribourg, c'est notamment grâce au soutien financier de la Confédération. «Comme les Grisons n'ont pas d'université, explique Silva Semadeni (PS/GR), il faut pouvoir former des enseignants de romanche pour les écoles.» Elle reconnaît toutefois que la situation est difficile là aussi, notamment en raison du nombre restreint d'étudiants.